

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Edito B. P. 891 — Tél : 37-13 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

1978

1^{er} fév. — Décret n° 78-15 portant nomination du directeur général de l'urbanisme et de l'habitat. 104

1^{er} fév. — Décret n° 78-16 portant nomination du directeur général de la S.I.T.O. (Société immobilière togolaise). 104

1^{er} fév. — Décret n° 78-17 portant nomination du directeur général de l'AGETU (Agence d'équipement des terrains urbains). 104

ARRETES ET DECISIONS

1978

MINISTERE DE L'INTERIEUR

31 janv. — Arrêté n° 11-INT-SG-DSTCL portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1977. 104

1978

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

26 janv. — Décision n° 127-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du bureau africain et mauricien de recherches et d'études législatives (BAMREL). 105

9 févr. — Décision n° 186-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du comité de libération de l'O.U.A. 105

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant admission dans divers corps de la fonction publique, promotion dans le cadre interministériel du personnel de l'administration générale, intégrations, titularisation, reclassements, détachements, radiations, suspension de fonctions, révocations, admission à la retraite, acceptation de démissions, incarcérations et licenciement. 105

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1978

27 janv. — Arrêté n° 4-MEN-RS portant création d'un centre d'examen du baccalauréat à Lama-Kara et Atakpamé. 115

Arrêtés portant nominations. 115

MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

Arrêtés portant nominations 115

DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Arrêtés portant suspension, destitution et reconnaissance de la désignation, de chefs de canton. 116

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1978

7 fév. — Arrêté n° 25-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Daglo-Agbodo Koffi (Louis). 116

MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1978

Décision n° 364-MENRS du 23 septembre 1977 portant admissibilité du personnel enseignant aux examens et concours professionnels, session des 25 et 26 août 1977 (additif). 117

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres (Construction des salles de classes du lycée, du CEG et de l'école primaire à Tabligbo). 117

PARTIE OFFICIELLE

**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

D E C R E T S

DECRET N° 78-15 du 1er février 1978 portant nomination du directeur général de l'urbanisme et de l'habitat.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'habitat, des postes et télécommunications ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 14 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 77-194 du 12 octobre 1977 portant création de la direction générale de l'urbanisation et de l'habitat ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — M. Takassi Kondé Kikpa, architecte de 3^e class 2^e échelon catégorie A, indice 1450, est nommé directeur général de l'Urbanisme et de l'Habitat.

Art. 2. — Le présent décret, qui prendra effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré, publié au **Journal officiel** et communiqué partout où

Lomé, le 1er février 1978

Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 78-16 du 1er février 1978 portant nomination du directeur général de la SITO (Société immobilière togolaise).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur les rapports conjoints du ministre de l'équipement, des postes et télécommunications et du ministre des finances et de l'économie ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 14 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 21 du 24 octobre 1970 portant création et statuts de l'immobilière togolaise ;

Vu l'ordonnance n° 18 du 14 mai 1971 portant modifications de l'ordonnance précitée ;

Vu l'ordonnance n° 77-48 du 7 novembre 1977 modifiant et complétant l'ordonnance n° 21 du 24 octobre 1970 portant création et statuts de l'immobilière togolaise ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — M. Anthony Yao Si-Nam administrateur civil, 2^e classe 3^e échelon catégorie A1, indice 1900, est nommé directeur général de la Société Immobilière Togolaise (SITO).

Art. 2. — Le présent décret, qui prendra effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré, publié au **Journal officiel** et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 1er février 1978

Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 78-17 du 1er février 1978 portant nomination du directeur général de l'AGETU (Agence d'équipements des terrains urbains).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'habitat, des postes et télécommunications ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 77-47 du 17 novembre 1977 portant création d'une agence d'équipements de terrains urbains (AGETU) ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — M. Guillaud J. Gérard, architecte, est nommé directeur général de l'Agence d'Equipements des Terrains Urbains (AGETU).

Article 2. — Le présent décret, qui prendra effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré, publié au **Journal officiel** et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 1er février 1978

Général d'Armée G. Eyadéma

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Annulations et ouvertures de crédits

Arrêté n° 11-INT-SG-DSTCL du 31/1/78 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitre et articles ci-après du budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1977 :

Chapitre II — Service d'administration municipale (personnel)

Art. 3 — Indemnités, gratifications et remboursements de frais 40.000

Art. 4 — Indemnités aux régisseurs et collecteurs contrôleurs de recettes municipales .. 10.000

50.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1977 :

Chapitre II — Service d'administration municipale (personnel)

Art. 2 — Salaire du personnel non titulaire 4.000

Chapitre IV — Service des travaux municipaux (personnel)

Art. 2 — Salaire du personnel non titulaire 40.000

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Art. 1 — Voirie municipale, entretien des rues, trottoirs, marchés, squares, jardins, places publiques, enlèvement des ordures ménagères et vidanges 6.000

50.000

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Autorisations de paiement

Décision n° 127-MFE-FCS du 26/1/78 — Il est autorisé le paiement au profit du bureau africain et mauricien de recherches et d'études législatives (BAMREL), de la somme de quatre millions neuf cent neuf mille six cent quatre vingt douze (4.909.692) francs CFA, représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année scolaire 1977-1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 058658-97 ouvert auprès de la BICIG à Libreville (Gabon).

La dépense est imputable au budget général, chapitre 43, article 3, paragraphe 2, gestion 1977.

Décision n° 186-MFE-FCS du 9/2/78 — Est autorisé le paiement au profit du comité de libération de l'OUA, de la somme de six millions 6.000.000) de francs CFA, représentant un acompte sur le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte spécial Fund Account n° 1 OUA Liberation Committee National Bank of Commerce Bank House Branch P.O. Box 9031 — Dar — es-Salaam (Tanzania).

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1977, chapitre 43, article 3, paragraphe 2.

MINISTERE DE LA JUSTICE, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL

Admissions

Arrêté n° 62-MJFPT du 17/1/78 — M. Amoyi Nicoué, titulaire de la licence ès sciences économiques et du diplôme d'études supérieures de sciences économiques, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'équipement, des

travaux publics, de la construction, de l'habitat et des postes et télécommunications (chapitre 18, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 64-MJFPT du 17/1/78 — Les candidats ci-après désignés, sont admis dans les conditions suivantes dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie A1 - indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 5, paragraphe 19 du budget général) :

Koudawo Kokou Kudeawoo
(licence d'enseignement d'histoire et maîtrise C1 de l'université du Bénin).

Abotsi Komi Edem

(licence de sciences naturelles (SSN III) de l'école des sciences de l'université du Bénin).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 65-MJFPT du 17/1/78 — M. Hegno Afo-malley Kwassy, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et du brevet d'études professionnelles spécialité comptable-mécanographe (BEPCEM), est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie C-indice 600) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 15 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 66-MJFPT du 17/1/78 — M. Adani Ifé Atakpamevi, titulaire de la maîtrise ès lettres d'enseignement de philosophie, du certificat d'études supérieures d'histoire de la philosophie ancienne et médiévale, du diplôme d'études approfondies de psychologie et du doctorat de 3^e cycle en psychologie de l'université Louis Pasteur de Strasbourg (France) est en attendant la parution du statut particulier des fonctionnaires de l'enseignement supérieur, admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 2^e échelon (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 44, article 16 du budget général).

Une bonification de 500 points d'indice est accordée à M. Adani, en application des dispositions du décret n° 73-163 du 18 septembre 1973.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 67-MJFPT du 17/1/78 — M. Yérima Ali, titulaire du brevet d'études du premier cycle de l'enseignement du second degré, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint stagiaire (catégorie C-indice 550) et

mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24 article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 68-MJFPT du 17/1/78 — Mme Dos-Reis Afiwa Massa (Rita), née da ERNESTHO, sténo-dactylographe permanente de 6^e catégorie échelle D, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550) et conserve son affectation actuelle (chapitre 16, article 10, paragraphe 3 du budget général).

Mme Dos-Reis dont la rémunération serait supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conservera à titre personnel son salaire actuel jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 69-MJFPT du 17/1/78 — M. Akakpo Tobi Edoé Cudjo, titulaire du « général certificate of education » (ordinary level), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 70-MJFPT du 17/1/78 — M. Yao Koffi Avenunyé, titulaire du brevet d'études du premier cycle de l'enseignement du second degré (B.E.P.C.), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 8 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 78-MJFPT du 20/1/78 — M. Kpassa Kpeimou Ayimo Kodjo, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série G3-technique commerciale) et du premier certificat de licence en sciences économiques de l'université du Bénin, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 79-MFPT du 20/1/78 — Mme Amegandji Soké Télé (Marie Yolande), née Aboky, sténo-dactylographe permanente de 6^e catégorie échelle B, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (B.E.P.C.) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550) et reste mise à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (projet des Nations Unies intitulé TOG-74-001-B-G1-12).

Mme Amegandji dont la rémunération serait supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation conservera à titre personnel, le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 80-MFPT du 20/1/78 — M. Koffectio Ayao-vi Amlima, agent permanent de 5^e catégorie échelle A, titulaire du diplôme de technicien d'exploitation et de maintenance (spécialité audio fréquence), est admis dans le corps des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité de contrôleur technique de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'information (chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} janvier 1977.

Arrêté n° 81-MFPT du 20/1/78 — Mme Lawson Annamaria, née Halasz, titulaire du diplôme d'ingénieur chimiste de la faculté des sciences, section chimie de l'université « Eötvös Lorand » Budapest (Hongrie), est admise dans le corps des fonctionnaires des mines et de la géologie en qualité d'ingénieur de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) et mise à la disposition du ministre des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques (chapitre 18, article 4, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 82-MFPT du 20/1/78 — Mlle Prince Agbo-djan Lakoélé Elonla, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du deuxième degré, de l'attestation de succès de 1^{ère} année de l'école de bibliothécaires archivistes et documentalistes de l'université de Dakar, du certificat des cours interrégionaux de formation des spécialistes en information industrielle et documentation ONUDI-UNESCO et de l'attestation de succès au stage d'études auprès du centre national de documentation de Rabat (Maroc) est, en attendant la parution du statut particulier du personnel des archives et de documentation, admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie B-indice 850) et mise à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération (chapitre 12, article 2, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 83-MFPT du 20/1/78 — Mlle Ajavon Dédé, titulaire du general certificate of education « ordinary level », est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 84-MFPT du 20/1/78 — M. Tchabli Gnonoupo, titulaire de la licence ès sciences sociales de l'institut catholique de Paris (France) est, en attendant la parution du nouveau statut particulier du corps des fonctionnaires du service des affaires sociales, admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^eme classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre de la santé publique et des affaires sociales (budget général, chapitre 22, article 3).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 85-MFPT du 20/1/78 — M. Nayime Douti, titulaire du certificat d'aptitude au monitorat (CAM), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D-indice 270) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 89-MFPT du 27/1/78 — M. Tellah Tagan Kossigan, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 96-MFPT du 31/1/78 — M. Agbeko Kokou Awoudi, aide-comptable permanent de 5^e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP-aide comptable) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration est, en attendant la parution du statut particulier du corps des fonctionnaires des finances et de l'économie, admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550) et conserve son affectation actuelle (chapitre 34, article 12, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 97-MTFP du 31/1/78 — Mlle Ayivi Ayélé, titulaire du baccalauréat de l'enseignement secondaire et du certificat de secrétaire médico-sociale de la croix rouge française est, en attendant la parution du statut particulier du personnel de secrétariat de direction, admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie B-indice 850) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 44, article 16 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 98-MTFP du 31/1/78 — Mme Laban Fafavi Fako Ayaovi, née Kumako, titulaire du diplôme d'Etat d'assistante sociale de l'institut de service social et de recherches sociales de Montrouge (France) est, en attendant la parution du statut particulier du personnel des affaires sociales, admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 13 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 99-MTFP du 31/1/78 — M. Lawson-Hellu Nyamassadji Latévi Djévodé, licencié ès-lettres, titulaire du certificat d'études supérieures de C2 : linguistique théorique (Allemand) et de la maîtrise d'Allemand de l'université de Lyon II (France), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 5, paragraphe 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 100-MTFP du 31/1/78 — M. Gado Tihna Tchanagnénika, rédacteur permanent 3^eme catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550) et conserve son affectation actuelle (chapitre 26, article 8 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 101-MTFP du 31/1/78 — Mlle Aholou Yawoa Akofa, titulaire du diplôme de l'école nationale des sages-femmes, est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de sage-femme d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750 et mise à la dispo-

sition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 102-MTFP du 31/1/78 — Mme Ahodikpe Edo Mawulawoé, née Tamekloe, diplômée de l'école des sages-femmes de l'université de Fribourg en Breisgau (République Fédérale d'Allemagne), est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de sage-femme d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B-indice 750) et mise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 9 mois 29 jours lui est accordée pour ses services antérieurs de sage-femme accomplis à l'hôpital évangélique d'Oldenburg du 1^{er} avril 1976 au 30 juin 1977 inclus, en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 103-MTFP du 31/1/78 — M. Apaloo Kossi N'tarré, titulaire du brevet d'apprentissage agricole, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'adjoint technique d'agriculture de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 8, paragraphe 3 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 104-MTFP du 31/1/78 — M. Tomety Folly Dosseh, titulaire du diplôme universitaire d'études scientifiques (D.U.E.S.) de l'université du Dahomey (République Populaire du Bénin), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur des collèges d'enseignement général (C.E.G.) de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 111-MTFP du 1/2/78 — Mme Gumedzoé Dédé Kosiwoa, née Ahyee, diplômée de l'école d'infirmières de Saint-Loup (Suisse), est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) et mise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 3 ans 7 mois 13 jours est accordée à Mme Gumedzoé pour ses services antérieurs d'infirmière accomplis du 12 octobre 1971 au

31 octobre 1974 à Gembloux, du 1^{er} décembre 1974 au 26 octobre 1975 à Bruxelles et du 1^{er} février 1976 au 22 juillet 1977 inclus à l'hôpital Bethesda d'Agou-Nyogbo, conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

— agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon + 3a 7m 13j. bonification

— agent technique de 2^e classe 2^e échelon + 1a 7m 13j A. C.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 112-MT-FP du 1/2/78 — Mlle Wake Amina, titulaire du diplôme d'Etat d'assistante sociale du service régional de l'action sanitaire et sociale de Paris (France) est, en attendant la parution du statut particulier du personnel du service des affaires sociales, admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 13 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 113-MTFP du 2/2/78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 553/MJFPT du 4 mai 1976 portant nomination d'instituteurs-adjoints en ce qui concerne Mlle Anyinefa Afiwa (Antoinette).

Arrêté n° 120-MTFP du 3/2/78 — Mme Mensah Maryvonne Jeanine Pierre, titulaire du certificat de formation professionnelle (spécialité technicienne rurale), de celui de formation pédagogique et du diplôme universitaire de technologie (spécialité carrières sociales) de l'institut universitaire de technologie de Paris est, en attendant la parution du nouveau statut particulier du personnel des affaires sociales, admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 13 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 121-MTFP du 3/2/78 — M. Amana Kpatcha Aklassoh, titulaire du brevet de technicien — 2^e partie de l'école centrale pour l'industrie, le commerce et l'administration de Bamako (République du Mali), est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'adjoint technique 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'équipement, des travaux publics, de la construction, de l'habitat et des postes et télécommunications (chapitre 18, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 122-MTFP du 3-2-78 — Mme Ajavon Maryvonnik Michelle, née Le Corre, titulaire de la licence d'enseignement d'histoire de l'université de Lille III, est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 8, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 123-MTFP du 6/2/78 — M. Bayor Soufiane, titulaire du diplôme d'aptitude aux fonctions de documentaliste de l'école des bibliothécaires, archivistes et documentalistes de Dakar (Sénégal) est, en attendant la parution du statut particulier des bibliothécaires et documentalistes, admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (chapitre 28, article 4, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 124-MTFP du 6/2/78 — Mlle Tsikata Kafui, monitrice permanente de 3^e catégorie échelle A, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 7 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 125-MTFP du 6/2/78 — M. Nimon Egoulou Tchalim, titulaire du certificat d'aptitude au monitorat (CAM), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 270) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 126-MTFP du 6/2/78 — Les candidats ci-dessous désignés, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 6 du budget général) :

Tonnou Togbé
Batena Assala

Messangan M. Homéfa
Legonou Koffi

Namoro K. A. Dâou
Lawson L. Gagnaglo
Amouzou Kokou Aziaty
Aholou Messan

Adjanado Kodjo
Adzafui Koffi Bessewu
Tcha-Coroudou Azémdji
Agbogbaze Mensah.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 127-MTFP du 6/2/78 — M. Sossou Komlan, titulaire du teacher's certificate « A », est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 128-MTFP du 6-2-78 — M. Gavo Koffi, titulaire du diplôme de licence-ès-sciences (générales) de l'université du Ghana, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chap. 24, article 5, paragraphe 15 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 129-MTFP du 6/2/78 — M. Kpogli Kouami (Joseph), agent permanent de 5^e catégorie échelle D, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550) et conserve son affectation actuelle (chapitre 20, article 6 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 130-MTFP du 6/2/78 — M. Klutse Kwassi, titulaire de la licence (section économie politique), de la maîtrise de l'économie politique de l'université de Paris VIII-Vincennes (France), du diplôme d'études supérieures spécialisées (planification de l'emploi et de l'éducation), de l'institut d'étude du développement économique et social de Paris et de celui de l'institut national de formation des cadres supérieurs de la vente du conservatoire national des arts et métiers de Paris, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en qualité d'administrateur civil 2^e échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30, article 4, paragraphe 3 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 131-MTFP du 6-2-78 — Mlle Barcola Zinéto, titulaire du diplôme d'infirmière de l'école des infirmières de l'établissement Tannenhof à Remscheid (Allemagne), est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'agent technique de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) et mise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 9 mois 6 jours est accordée à Mlle Barcola pour ses services antérieurs d'infirmière accomplis à la clinique neurologique évangélique de Remscheid 11, du 20 septembre 1976 au 15 novembre 1977 inclus en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 146-MTFP du 7-2-78. — M. Peleï Ago Egbèlèou, titulaire du baccalauréat ès sciences appliquées (agro-économie) de la faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'université Laval de Québec (Canada), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur d'agriculture de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 12 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Promotion

Arrêté n° 63-MJFPT du 17-1-78 — Sont promus au titre des années 1976 et 1977 et pour compter des dates ci-après indiquées les fonctionnaires du cadre interministériel du personnel de l'administration générale dont les noms suivent :

CADRE DES ADMINISTRATEURS-CIVILS (cat. A1)

Au grade d'administrateur-civil principal 1er échelon

1.10.76 — Tigoue K. (Victor), administrateur-civil de 1re cl. 3e échelon

Au grade d'administrateur-civil de 1re cl. 1er échelon

2.1.77 — Ohiami K. (Constantin),
1.8.77 — Johnson (Isaac),
19.12.77 — Daboya Kondé,
administrateurs-civils de 2e classe 4e échelon

CADRE DES ATTACHES D'ADMINISTRATION (cat. A2)

Au grade d'attaché d'administration de 1re cl. 1er éch.

1.1.77 — Baeta Koffi (Benjamin),
26.7.77 — Soher Tonato (Pierre),
attachés d'administration de 2 cl. 4e éch. (anc. épuisée)

CADRE DES SECRETAIRES D'ADMINISTRATION (cat. B)

Au grade de secrétaire d'administration principal 1er éch

1.12.77 — Akoutan (Emmanuel), secrétaire d'action de 1re classe 3e échelon

CADRE DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS (cat. C)

Au grade d'adjoint administratif principal de C.E

1.7.77 — Sadzo Hetsu (Godwin),
1.8.77 — Amekoudji (Martin),
adjoints administratifs principaux 3e échelon

Au grade d'adjoint administratif de 1re classe 1er éch.

1.10.77 — Agouvi (Romanus)
1.10.77 — Kanfor-Lare Kolka
1.10.77 — Bontiyere (Justin)
1.10.77 — Davi Firmin (Grégoire)
adjoints administratifs de 2e classe 4e échelon

CADRE DES COMMIS D'ADMINISTRATION (cat. D)

Au grade de commis d'administration de 1re classe 1er échelon

23.10.76 — Attiogbe Adjoa Kouamba, née Aguerébou, commis d'administration de 2e classe 4e échelon
23.10.76 — Balissam Tarabalo (Norbert)
23.10.76 — Ametepe Ablawa, née Paniah
19.4.77 — Koussago Kpaba (Josephine)
19.4.77 — Kogoe (Théophile),
commis d'administration de 2e cl. 4e éch. (anc. épuisée)

Intégrations

Arrêté n° 75-MTFP du 20-1-78. — M. Bessewu Komi (Samuel), agent technique de 2e classe 3e échelon (indice 650) du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion, titulaire du diplôme de technicien d'exploitation et de maintenance (spécialité Radio fréquence) de l'institut national de l'audiovisuel à Bry-sur-Marne (France), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de contrôleur technique de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er janvier 1977.

Arrêté n° 88-MTFP du 27-1-78 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Djikpo Comlanvi (Mermoz), l'arrêté n° 704-MFP du 1er octobre 1973 portant nomination.

M. Djikpo Comlanvi (Mermoz), instituteur-adjoint de 2e classe 2e échelon (indice 800) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat d'aptitude pédagogique (CAP-ENI), session de 1973, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 2e échelon (catégorie B-indice 850) pour compter du 1er janvier 1974.

M. Djikpo est élevé au 3e échelon de son grade à compter du 1er janvier 1976.

Arrêté n° 108-MTFP du 1-2-78. — M. Akakpo Koffi Mévonyowu (Charles), instituteur de 1^{re} classe 3^e échelon (indice 1350) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence en droit de l'école supérieure d'administration et des carrières juridiques de l'université du Bénin, est intégré dans le cadre des professeurs au grade de professeur de 3^e classe 2^e éch. (catégorie A1-indice 1450) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 7 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 109-MTFP du 1-2-78 — M. Amekoudi Koffi Agbo (Jérôme), secrétaire d'administration de 2^e classe 3^e échelon (indice 950) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire de la licence en droit de l'école supérieure d'administration et des carrières juridiques de l'université du Bénin, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie A2-indice 1100) et reste mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 13 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 110-MTFP du 1-2-78 — M. Adegbenya Yaovi Tabia, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 550) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 118-MTFP du 3-2-78 — M. Napporn Ayi (Olivier), contrôleur de 2^e classe 2^e échelon (indice 850) du corps des fonctionnaires des douanes, qui a suivi avec succès un stage de formation professionnelle à l'école nationale des douanes de Neuilly (France), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'inspecteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie A2-indice 1100) pour compter du 10 août 1977 (A.C. néant).

Arrêté n° 119-MTFP du 3-2-78 — M. Anato Mensa Asogba (Prosper), secrétaire d'administration de 2^e classe 2^e échelon (indice 850) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a suivi avec succès un stage de formation professionnelle à l'école nationale des douanes de Neuilly (France),

est rayé de ce cadre et intégré dans le corps des fonctionnaires des douanes en qualité d'inspecteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie A2-indice 1100) pour compter du 10 août 1977 (A.C. néant).

Arrêté n° 142-MTFP du 7-2-78 — M. Nenogam Kossi Agbetenko (Joseph), agent technique de 2^e classe 3^e échelon (indice 650) du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion, qui a suivi avec succès un stage de formation professionnelle à Bonn (République Fédérale d'Allemagne), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de contrôleur technique de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) pour compter du 7 novembre 1977 (A.C. néant).

Arrêté n° 143-MTFP du 7-2-78 — M. Ahoomey-Zounou Méléagbé (Germain), agent technique 2^e classe 3^e échelon (indice 650) du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion, qui a suivi avec succès un stage de formation professionnelle à Bonn (République Fédérale d'Allemagne), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de contrôleur technique de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) pour compter du 31 octobre 1977.

Titularisation

Arrêté n° 107-MTFP du 1-2-78 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. Klu Koffi Mawuena, l'arrêté n° 1226-MJFPT du 17 décembre 1976 portant titularisation et la décision n° 2712-MJFPT du 14 octobre 1977 constatant passage automatique d'échelon.

M. Klu Koffi Mawuena, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP — ENIA) — session de 1975, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} janvier 1976 et conserve une ancienneté de 2 mois 25 jours.

M. Klu Koffi Mawuena est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 6 octobre 1977 (A.C. néant).

Reclassements

Arrêté n° 132-MTFP du 6-2-78 — Sont et demeurent rapportés l'arrêté n° 345-MFP du 5 octobre 1965 concernant M. Diogo Séverin et l'arrêté n° 438-MFP du 4 juin 1975 en ce qui concerne M. Diogo Séverin.

M. Diogo (Séverin), agent permanent hors catégorie, ancien élève de l'école togolaise d'administration (promotion 1959 — 1960) est nommé et reclassé comme suit dans le corps des secrétaires d'administration (catégorie B), conformément aux dispositions de l'article 48 du décret n° 75-119 du 18 avril 1975 (chapitre 18, article 2 du budget général) :

1.1.60 — secrétaire d'administration stagiaire

1.1.61 — secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (indice 458 ancien = 967 nouveau) ancienneté conservée : un an.

Reclassement

- 1.1.62 — secrétaire d'administration de 2^e classe 3^e échelon (indice 950/967) ancienneté conservée : 2 ans.
- 1.1.62 — secrétaire d'administration de 2^e classe 4^e échelon (ancienneté épuisée).
- 1.1.64 — secrétaire d'administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 1.1.66 — secrétaire d'administration de 1^{re} classe 2^e échelon
- 1.1.68 — secrétaire d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon
- 1.1.70 — secrétaire d'administration principal 1^{er} échelon
- 1.1.72 — secrétaire d'administration principal 2^e échelon
- 1.1.74 — secrétaire d'administration principal 3^e échelon
- 1-1-76 — secrétaire d'administration principal de C.E.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 133-MTFP du 6-2-78 — Sont et demeurent rapportés l'arrêté n° 285/MFP du 3 décembre 1960 concernant M. Noussoukpoe (Mathieu) et l'arrêté n° 438/MFP du 4 juin 1975 en ce qui concerne M. Noussoukpoe (Mathieu).

M. Noussoukpoe (Mathieu), aide-conducteur d'agriculture de 2^e classe 3^e échelon, ancien élève de l'école togolaise d'administration (promotion 1959-1960), est rayé de son corps d'origine, nommé et reclassé comme suit dans le corps des secrétaires d'administration (catégorie B), conformément aux dispositions de l'article 48 du décret n° 75-119 du 28 mai 1975 (chapitre 20, article 2 du budget général) :

- 1-1-60 — secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (indice 458 ancien = 967 nouveau)

Reclassement

- 1-1-62 — secrétaire d'administration de 2^e classe 3^e échelon (indice 950/967) AC : 2 ans.
- 1-1-62 — secrétaire d'administration de 2^e classe 4^e échelon (ancienneté épuisée)
- 1-1-64 — secrétaire d'administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 1-1-66 — secrétaire d'administration de 1^{re} classe 2^e échelon
- 1-1-68 — secrétaire d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon
- 1-1-70 — secrétaire d'administration principal 1^{er} échelon
- 1-1-72 — secrétaire d'administration principal 2^e échelon

- 1-1-74 — secrétaire d'administration principal 3^e échelon

- 1-1-76 — secrétaire d'administration principal de C.E.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 134-MTFP du 6-2-78 — Sont et demeurent rapportés les arrêtés n°s 23/MFP du 29 janvier 1960 et 182/MFP du 23 juin 1961 concernant M. Nyadzogbe (Christian).

Est et demeure rapporté l'arrêté n° 441/MFP du 4 juin 1975 concernant MM. Nyadzogbé (Christian) et Agbodjan Labité (Thomas).

MM. Nyadjogbe Christian, instituteur adjoint de 3^e classe et Agbodjan Labité (Thomas), aide-conducteur d'agriculture de 2^e classe 2^e échelon, anciens élèves de l'école togolaise d'administration (promotion 1959-1960), sont rayés de leurs corps d'origine, nommés et reclassés comme suit dans le corps des secrétaires d'administration, conformément aux dispositions de l'article 48 du décret n° 75-119 du 18 avril 1975 :

- 1-1-60 — secrétaires d'administration stagiaires.

- 1-1-61 — secrétaires d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (indice 458 ancien = 967 nouveau) ancienneté conservée : 1 an.

Reclassement

- 1-1-62 — secrétaires d'administration de 2^e classe 3^e échelon (indice 950/967) ancienneté conservée : (2 ans)
- 1-1-62 — secrétaires d'administration de 2^e classe 4^e échelon (ancienneté épuisée)
- 1-1-64 — secrétaires d'administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 1-1-66 — secrétaires d'administration de 1^{re} classe 2^e échelon
- 1-1-68 — secrétaires d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon
- 1-1-70 — secrétaires d'administration principaux 1^{er} échelon
- 1-1-72 — secrétaires d'administration principaux 2^e échelon
- 1-1-74 — secrétaires d'administration principaux 3^e échelon
- 1-1-76 — secrétaires d'administration principaux de C.E.

Le traitement de M. Nyadzogbé est imputable sur le chapitre 28, article 4 du budget général et celui de M. Agbodjan, sur le chapitre 20, article 7, paragraphe 1.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Détachements

Arrêté n° 77-MTFP du 20-1-78 — Il est mis fin au détachement de M. Djadoo Koffi (Antoine), attaché d'administration de 1^{re} classe 2^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration

générale, auprès de l'association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO) à Monrovia (République du Libéria).

L'intéressé est remis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 2 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 3 octobre 1977.

Arrêté n° 91-MTFP du 27-1-78 — M. Amedegnato Apéli Mênoukon (Patrice), ingénieur principal d'agriculture de classe exceptionnelle du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, est placé dans la position de détachement pour une durée de cinq ans auprès de l'association des coopératives d'épargne et de crédit d'Afrique (ACECA).

Durant la période du détachement les émoluments de M. Amedegnato seront à la charge de l'ACECA.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base, la retenue pour pension de 6 %.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} février 1978.

Arrêté n° 92-MTFP du 27-1-78 — M. Djramedo Daté Missiamenou (Blaise), ingénieur adjoint d'agriculture de 3^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de l'office des produits agricoles du Togo (O.P.A.T.).

Durant la période du détachement, les émoluments de M. Djramedo ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de l'O.P.A.T.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base, la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} janvier 1978.

Arrêté n° 114-MTFP du 2-2-78 — M. Mensah Otsu Assumé Idiamè, commis d'administration de 2^e classe 4^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la direction du budget, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la société nationale d'investissements et fonds annexes (S.N.I.).

Durant la période du détachement, les émoluments de M. Mensah ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de la société nationale d'investissements et fonds annexes.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base, la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 9 janvier 1978.

Radiations

Arrêté n° 93-MTFP du 27-1-78 — Mlle Kpeglo Adjowa Délali, rédactrice de 2^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion, en service à l'agence togolaise de presse à Lomé, est rayée des effectifs du personnel de la radiodiffusion pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} octobre 1977.

Arrêté n° 94-MTFP du 30-1-78 — M. Gbaguidi M. (Clément), infirmier d'Etat de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, en position de détachement auprès du gouvernement de la République Populaire du Bénin, est rayé des effectifs de la santé publique du Togo.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} décembre 1977.

Suspensions de fonctions

Arrêté n° 87-MTFP du 27-1-78 — M. Kekey Yawovi Yoyo, commissaire 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de la police, en service à Lomé, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions pour faute grave.

Durant la période de la suspension, l'intéressé n'aura droit qu'à la moitié de son traitement augmentée des allocations à caractère familial, conformément aux dispositions du 2^e alinéa de l'article 45 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Le présent arrêté a effet pour compter du 2 janvier 1978.

Arrêté n° 95-MTFP du 31-1-78 — Est et demeure rapportée la décision n° 678-MJFPT du 25 mars 1977 constatant l'absence irrégulière de son poste de M. Amidou Houdou, agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon.

M. Amidou Houdou, agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, en service au centre hospitalier universitaire de Lomé, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions pour acte incompatible avec l'exercice de ses fonctions.

Durant la période de la suspension, l'intéressé n'aura droit qu'à la moitié de son traitement augmentée des allocations à caractère familial, conformément aux dispositions du 2^e alinéa de l'article 45 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Le présent arrêté a effet pour compter du 22 mars 1977.

Révocations

Arrêté n° 140-MTFP du 6-2-78 — M. Ayivi Togbassa Ayih (Ignace), professeur de 3^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, est révoqué de ses fonctions, sans suspension des droits à pension, pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet pour compter du 2 décembre 1977.

Arrêté n° 141-MTFP du 6-2-78 — M. Akuesson Kpakpo (Martin), professeur de 2^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, est révoqué de ses fonctions sans suspension des droits à pension, pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet pour compter du 2 décembre 1977.

Retraite

Arrêté n° 86-MTFP du 27-1-78 — M. Issa Seydou Coly, commissaire de police 4^e échelon du corps des fonctionnaires de la police, en service à Lomé, est admis sur sa demande, à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} décembre 1977, en application des dispositions de l'article 5^e-3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Conformément aux dispositions de l'article 16-II (1^{er} alinéa) de la même loi, l'intéressé, qui est né en 1935, entrera en jouissance de sa pension le 1^{er} janvier 1991, date à laquelle il aura normalement atteint la limite d'âge.

Arrêté n° 105-MTFP du 31-1-78 — Les fonctionnaires désignés ci-après, ayant atteint la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} avril 1978 :

Santé

Johnson R. Faadji Dagbenyikin (Francis), pharmacien-inspecteur C.E.

Acolatse Kwami (Joseph), agent technique principal C.E.

Adjévi A. (Louis), agent technique principal 3^e échelon

Enseignement

Lawson Tèvi (Jules), instituteur de 2^e classe 3^e échelon

Douanes

Dadzie Koakou (Emmanuel), brigadier-chef C.E.
Segla Kowovi (Prosper), brigadier-chef 1^{er} éch.

Travaux publics

Lawson Tèvi (Martin), contremaître principal C.E.
Nabouroutiba Kodjo, contremaître principal C.E.

Postes et télécommunications

Ocloo Koffi (Benedictus), agent d'exploitation principal 3^e échelon

Chemins de fer

Nyassogbo (Gerson), contrôleur technique principal C.E.

Agossou Amouzouvi (Félix), chef station principal C.E.

Météorologie

Mensah-Dzraku Kwassi (Michel), assistant principal 3^e échelon.

Radiodiffusion

de Medeiros Lewovi (Léopold), ingénieur des travaux en chef 2^e échelon.

Démissions

Arrêté n° 117-MTFP du 2-2-78 — Est acceptée pour compter du 11 novembre 1977, la démission de son emploi offerte par M. Buaka Komla Nyematsimeo, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement en service au collège d'enseignement général de Farendé.

Arrêté n° 139-MTFP du 6-2-78 — Est acceptée pour compter du 21 décembre 1977, la démission de son emploi offerte par M. Kuaovi Koko Ahlin, adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la direction générale de la planification de l'éducation.

Incarcérations

Décision n° 151-MJFPT du 17-1-78 — Est constatée pour compter du 20 septembre 1977, l'incarcération de Mme Massafra Maria Gabriella, docteur biologiste contractuelle, en fonction au service d'hygiène à Lomé.

Décision n° 152-MJFPT du 17-1-78 — Est constatée pour compter du 2 décembre 1977, l'incarcération de M. Kponton Quam Evemfa (Ernest), ingénieur principal 3^e échelon du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, en service à la direction des travaux publics à Lomé.

Durant la période de l'incarcération, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Décision n° 154-MJFPT du 17-1-78 — Est constatée pour compter du 5 octobre 1977, l'incarcération de M. Andele Issa Aboudou, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'inspection de l'enseignement du deuxième degré à Lomé.

Décision n° 340-MTFP du 8-2-78 — Est constatée pour compter du 7 octobre 1977, l'incarcération de M. Amela Komla Sélom (Timothée), ingénieur des eaux et forêts de 1^{re} classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits.

Durant la période de l'incarcération, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Licenciement

Arrêté n° 90-MTFP du 27-1-78 — Les instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires ci-après désignés du corps des fonctionnaires de l'enseignement, sont licenciés de leur emploi pour abandon de poste pour compter des dates suivantes :

Moukpe Toï Badibadja (12 septembre 1977)
Dawou Koukoulou Tchao (12 septembre 1977)
Loko Djamba (12 septembre 1977)
Gnahouamey N'Drougna (12 septembre 1977)
Awouzouba Baoubadi (3 octobre 1977).

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ARRETE N° 4-MEN-RS du 27 janvier 1978 portant création d'un centre d'examen du baccalauréat à Lama-Kara et Atakpamé.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975 portant réforme de l'enseignement ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 70-156 du 14 septembre 1970 portant création de l'université du Bénin ;

Vu l'arrêté n° 2-MEN-CAB du 31 mars 1972 portant création de l'office du baccalauréat au Togo ;

Vu le décret n° 75-76 du 23 avril 1975 fixant le statut de l'université du Bénin,

A R R E T E :

Article premier — Il est créé à Lama-Kara et à Atakpamé un centre d'examen du baccalauréat.

Art. 2 — Ces centres fonctionneront à compter de la session de juin 1978.

Art. 3 — Le recteur de l'université du Bénin est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République.

Lomé, le 27 janvier 1978

Lassissi Dikéni Kérim

Nominations

Arrêté n° 5-MEN-RS du 6/2/78 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne M. Koudoyor D. Anani la décision n° 234/MEN du 29 août 1975 portant nomination de directeurs de CEG.

M. Konou Koffi Sèti, professeur de CEG, en service au lycée moderne de Sokodé, est nommé directeur du CEG de Gadjagan (Kloto).

Est et demeure rapportée la décision n° 470/MEN-RS du 6 décembre 1977 portant nomination de Mme Borgogno Jocelyne Marcelle comme directrice du CEG de Hahotoé.

M. Gayibor Kotè, professeur de CEG, en service au CEGA Atakpamé, est nommé directeur du CEG de Hahotoé.

Le présent arrêté qui prend effet pour compter du 2 février 1978 est immédiatement exécutoire.

Arrêté n° 6-MEN-RS du 6/2/78 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Mensah Izessou (Erasmus) la décision n° 207/MEN du 29 septembre 1973 portant nomination de directeurs de CEG.

M. Tetteh Kodjo, professeur de CEG, en service au CEG de Tokoin-Ouest, est nommé directeur dudit établissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 7-MEN-RS du 8/2/78 — Est et demeure rapportée la décision n° 176/MEN du 25 juillet 1973 portant nomination de M. Adamou Kaboua en qualité de chef de service de la scolarité à l'université du Bénin.

M. Boroze Seew-Pilan, secrétaire d'administration de 1^{re} classe 2^e échelon, est nommé chef de service de la scolarité à l'université du Bénin, en remplacement numérique de M. Adamou Kaboua appelé à d'autres fonctions.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

Nominations

Arrêté n° 1-MPDIRA du 6/1/78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 4 du 14 mars 1973 portant nomination de M. Placca (Joseph).

M. Nanamale Gbégbéni, secrétaire d'administration principal 1^{er} échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, est nommé conseiller technique du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1978.

Arrêté n° 4-MPDIRA-CAB du 9/2/78 — M. de Souza Hankou Kwasi (Hypolite), ingénieur agronome de 2^e classe 4^e échelon, est nommé chef du service de la planification rurale par intérim, en remplacement de M. Tairou Omar Traoré, désigné pour suivre un stage de perfectionnement aux Etats-Unis.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1^{er} novembre 1977.

DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Suspension-Destitution et Reconnaissance de chefs de canton

Arrêté n° 7-PR-INT du 19/1/78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 10-PR-INT-SG/APA/AP du 29 janvier 1976 portant suspension de M. Atakou Oléko Yao, chef de canton de Solla (circonscription administrative de Pagouda).

M. Atakou Oléko Yao reprend ses fonctions de chef de canton de Solla.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 16-PR-INT du 1/2/78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 233/PR-INT du 3 décembre 1963 portant reconnaissance de la désignation du chef supérieur des Tchokossi.

M. Tchocoura Pokou Natchaba, chef supérieur des Tchokossi (circonscription administrative de Mango) est destitué de ses fonctions.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} janvier 1978.

Arrêté n° 17-PR du 1/2/78 — Est et demeure rapporté, en ce qui concerne M. Assih E. Tétouyoba (Robert), l'arrêté n° 210/PR-INT du 6 novembre 1963 portant reconnaissance de la réintronisation coutumière de chefs de canton.

M. Assih E. Tétouyoba (Robert), chef de canton de Pya, est destitué de ses fonctions pour faute grave.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} février 1978.

Arrêté n° 18-PR-INT du 1/2/78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 83/PR-INT du 27 juin 1973 portant désignation de M. Kpiki Sama Toï en qualité de chef de groupement de villages.

Est constatée et reconnue officiellement la désignation de M. Kpiki Sama Toï en qualité de chef du canton de Pya (circonscription administrative de Lama-Kara), en remplacement de M. Assih E. Tétouyoba, destitué.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 216.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 14, article 6, paragraphe 1.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} février 1978.

Arrêté n° 19-PR-INT du 7/2/78 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Bonfoh Nouhoum en qualité de chef du canton de Kabou (circonscription administrative de Bassar), en remplacement de M. Bonfoh Bassabi, décédé.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 240.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 14, article 6, paragraphe 1.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

Arrêté n° 20-PR-INT du 7/2/78 — Est reconnue officiellement la désignation par voie élective de M. N'Djabara Anzoumana, en qualité de chef supérieur des Tchokossi (circonscription administrative de Mango), en remplacement de M. Tchocoura Pokou Natchaba, destitué.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 306.000 francs.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

Arrêté n° 24-PR-INT du 9/2/78 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Bakoubolo Aton en qualité de chef du groupement des villages Kagnala-Féounon et Akéi (circonscription de Lama-Kara), en remplacement de M. Kpiki Sama Toï.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 144.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 14, article 6, paragraphe 1.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} février 1978.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Concession d'une pension de retraite

Arrêté n° 25-MFE-CR du 7/2/78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 64 %) au montant annuel de quatre cent trente neuf mille cent soixante huit (439.168) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Daglo-Agbodo Koffi (Louis), adjoint administratif principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} mai 1977.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Daglo-Agbodo Koffi (Louis) pour compter du 1^{er} mai 1977, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Clomanvi, né le 22 janvier 1946

Comlanvi, né le 28 septembre 1948

Menssan, né le 23 mai 1951

Ayawovi, né le 25 juin 1953

Kokouvi, né le 17 août 1955

Ayawovi, née le 31 mars 1960.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent neuf mille sept cent quatre vingt douze (109.792) francs pour compter du 1^{er} mai 1977.

M. Daglo-Agbodo Koffi (Louis) pourra prétendre pour compter du 1^{er} mai 1977 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Atsu, né le 15 novembre 1961

Ena-Akoua, née le 15 novembre 1961

Komi, né le 6 avril 1963

Dopévi, née le 26 septembre 1968

Yao, né le 19 septembre 1974

Yaovi, né le 19 septembre 1974.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Additif

ADDITIF du 8/11/77 à la décision n° 364/MENRS du 23 septembre 1977 portant admissibilité du personnel enseignants aux examens et concours professionnels, session des 25 et 26 août 1977.

Sont déclarés admissibles aux épreuves pratiques et orales des examens et concours professionnels, session des 25 et 26 août 1977, les candidats dont les noms suivent :

CERTIFICAT D'APTITUDE PEDAGOGIQUE (C.A.P.)

Après :

Nyuiadzi Mensroh S.

Ajouter :

OPTION ALLEMAND

Kpegoh Tsoena Mawu.

Le reste sans changement.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres

lancé par la République togolaise pour un projet financé par la Communauté Economique Européenne — Fonds Européen de Développement.

Objet.

Le présent appel d'offres concerne la construction des salles de classes du lycée, du CEG et de l'école primaire à Tabligbo.

Définition de l'ensemble des travaux :

L'ensemble de l'opération comprend 3 lots désignés ci-après :

Lot n° 1 : Lycée : 12 classes et bâtiments annexes

Lot n° 2 : C.E.G. : 12 classes

Lot n° 3 : Ecoles primaires : 24 classes.

Consistance des travaux du présent appel d'offres

Sont mis en adjudication par le présent appel d'offres les lots n°s 1, 2, et 3 de la liste ci-dessus énumérée.

Les travaux sont décrits d'une façon détaillée dans le cahier des prescriptions spéciales, le devis descriptif de tous corps d'état, le modèle de la soumission et les documents graphiques.

Le soumissionnaire est libre de présenter son offre pour un, deux ou trois lots. Cependant, chaque lot fait l'objet d'une soumission particulière. Le soumissionnaire précisera le rabais éventuellement consenti en cas d'attribution de plusieurs lots.

Financement :

Les travaux du présent appel d'offres font l'objet d'un financement par le Fonds Européen de Développement (FED).

Variantes :

Les candidats doivent obligatoirement présenter une offre pour la solution technique préconisée par le dossier d'appel d'offres. Les variantes sont admises.

Lieu d'exécution :

Les travaux s'exécutent dans le périmètre urbain de Tabligbo (République togolaise).

Délai d'exécution :

Le délai d'exécution est fixé à quatre (4) mois pour chaque lot. Cependant il est précisé que les délais d'exécution ne se cumulent pas mais se superposent.

Paiement :

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires qu'ils peuvent indiquer dans leur soumission le pourcentage du montant de celle-ci dont ils désirent le paiement dans la monnaie du pays de leur siège social.

Ce pourcentage devra être justifié par le soumissionnaire.

Administration au nom de laquelle le marché sera conclu.

Le marché sera conclu au nom et pour le compte de la République du Togo représentée par M. le ministre de l'équipement, des travaux publics, de la construction, de l'habitat et des postes & télécommunications.

Présentation des offres.

Les soumissions établies en langue française et en trois exemplaires (un original et deux copies marqués comme tels) devront parvenir par pli recommandé avec accusé de réception ou être remises de la main à la main contre récépissé à M. le président de la commission consultative des marchés, présidence de la République, Lomé, (République togolaise) au plus tard le 7 mars 1978 à 17 heures (heure locale).

Dans le cas où la soumission est envoyée par pli recommandé, le soumissionnaire est tenu d'en informer M. le président de la commission consultative des marchés à Lomé, par télégramme indiquant les références de l'envoi (lieu, date et numéro).

L'acheminement des soumissions provenant de l'extérieur de la République togolaise sera réputé assuré par voie aérienne.

La présentation des offres sera faite conformément à l'article 39 du CGC complété par l'article 39 du CPS.

Délai d'engagement.

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de trois mois à compter de la date limite fixée pour la remise des soumissions.

Ouverture des offres.

L'ouverture des plis aura lieu à Lomé, le 8 mars 1978 à 15 heures (heure locale) en séance publique

tenue dans la salle de réunion de la commission consultative des marchés, au palais de la présidence de la République.

Achat du dossier d'appel d'offres.

Le dossier d'appel d'offres (un dossier unique pour les trois lots), rédigé en langue française peut être obtenu sur demande adressée à :

M. le chef de l'arrondissement bâtiments des T.P. B.P. 335 Lomé Tél. : 20-02 — 29-02 (République togolaise).

Prix du dossier d'appel d'offres.

Le prix du dossier est de 30.000 francs CFA.

Modalités :

La demande d'achat du dossier doit être accompagnée d'un chèque de banque (+) au nom du bureau d'études « CEDAGEC ».

(+) le chèque de banque doit être obligatoirement tiré par une banque sur une autre banque au profit du vendeur.

Consultation du dossier d'appel d'offres.

1 — Direction des travaux publics à Lomé, (République togolaise)

2 — Délégation de la commission des communautés européennes B.P. 1.657 — 22 avenue de Calais Lomé.

3 — CEDAGEC : 18 avenue de Calais B.P. 4.384 — tél. 57-31 Lomé.

Lomé, le 15 février 1978

Le directeur des travaux publics du Togo,

N. Ayéva